Bulletin du SAFIN

Numéro 10

juin de 2020

ÉDITION SPÉCIALE SUR LA COVID-19

Durant les trois mois qui viennent de s'écouler, les PME agricoles ont été confrontées, partout dans le monde, à des perturbations de leurs modèles opérationnels dues à la COVID-19 ou aux mesures de confinement prises pour y faire face. Au moment où j'écris ces lignes, l'épidémie poursuit son expansion dans certains des pays où travaillent les partenaires du réseau. D'autres pays ont à peine commencé à assouplir les restrictions imposées aux déplacements et aux activités économiques. À peu près partout, les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire, la perte d'emplois et de revenus et les changements dans la demande sur les marchés ont eu un impact sur les capacités et les actifs financiers des agriculteurs, négociants en produits agricoles, transformateurs, commerçants et autres types de PME agricoles. En conséquence, cela a entamé les actifs et réduit les capacités des prestataires de services financiers, qu'il s'agisse des institutions de microfinancement, des banques, des entreprises participant aux filières ou encore des fonds privés. Durant cette période, tous les partenaires du réseau SAFIN se sont efforcés non seulement de comprendre les impacts de la COVID-19 sur les PME agricoles et sur les prestataires de services financiers, mais aussi de réagir à cet impact à court terme, tout en planifiant de "reconstruire en mieux" à plus long terme. Pour notre Secrétariat, cela a été l'occasion d'amplifier les actions menées et de les relier via un espace organisé en vue d'un apprentissage mutuel. Ce numéro spécial du Bulletin présente quelques exemples de ces activités.

Bettina Prato, Coordonnatrice principale, SAFIN

Axes de travail: éléments essentiels à retenir

Renforcement de la concertation dans l'ensemble de l'écosystème du financement agricole en temps de crise

En réaction à la crise de la COVID-19, le Secrétariat du SAFIN a organisé, à l'intention des partenaires du réseau et d'autres parties prenantes au sein de l'écosystème du financement agricole, plusieurs réunions virtuelles ayant pour but un échange d'éclairages et d'idées sur la manière dont la crise affecte les petites et moyennes entreprises (PME) agricoles et sur les approches qui pourraient être adoptées pour répondre à leurs besoins financiers, à court et à long termes.

Photo: IFAD/ Fahad Abdullah Kaizer

La première de ces réunions, qui s'est tenue le 17 avril 2020, a examiné la manière dont le programme **Nourishing Africa** aide les PME agricoles à développer leur résilience en leur proposant des sessions périodiques d'apprentissage virtuel, un

accès à des possibilités de financement d'urgence et le portail "Ask an expert" (Demandez à un expert). Le débat, au cours de cette session, a porté sur le rôle de la technologie et sur le caractère abordable des produits pour la résilience du modèle opérationnel des PME agricoles, l'importance d'efforts conjoints de la part des PME en vue d'une concertation avec les gouvernements relative à l'établissement d'un environnement favorable, et la nécessité de développer de nouveaux ensembles de compétences pour le secteur, y compris dans les domaines agronomique et commercial.

Le deuxième webinaire, organisé en partenariat avec la communauté de pratiques du Groupe de la Banque mondiale en matière de financement de l'agriculture (AgriFin), s'est déroulé le 11 mai 2020. La session a débuté par une présentation de données et d'analyses réalisées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) concernant les impacts actuels sur les chaînes d'approvisionnement agricole et leurs éventuelles conséquences. Les intervenants ont abordé la manière dont la crise affecte les organisations paysannes, les négociants en produits agricoles ainsi que les institutions financières africaines qui interviennent dans le secteur, en définissant les domaines dans lesquels peuvent être repérées des possibilités de reconstruire en mieux. Durant la séance de questions-réponses, Ils ont souligné la nécessité d'une collaboration accrue au sein de l'écosystème du financement agricole, l'importance de mesures destinées à améliorer l'accès des femmes au financement dans le secteur de l'agriculture, et le rôle de la numérisation durant la crise actuelle et la phase de relèvement.

Organisé le 2 juin 2020, le troisième webinaire de notre série Financement agricole et COVID-19 a mis l'accent sur la manière dont les fournisseurs de capital-risque, les fonds d'investissement à impact et les institutions de financement du développement réagissent aux besoins de financement des PME agricoles durant la pandémie. Les orateurs ont examiné les différentes stratégies d'investissement et de financement actuellement mises en œuvre, en réponse à la crise, par les investisseurs possédant des portefeuilles agricoles ou ruraux. Les avis ont convergé sur l'expression d'un sentiment d'urgence quant à une meilleure coordination entre les institutions financières publiques et privées, et quant au rôle du financement mixte pour appuyer la participation d'investisseurs privés à impact dans l'espace des PME agricoles.

AgriFin et SAFIN ont aussi organisé conjointement un webinaire, le 16 juin 2020 portant sur le rôle des institutions financières non bancaires au service des entrepreneurs du secteur agroalimentaire durant la crise. Le webinaire a tiré parti des expériences des institutions de microfinancement et des coopératives d'épargne et de crédit en milieu rural au Mexique, en Éthiopie et au Bangladesh. Durant les débats, les orateurs ont souligné l'importance du renforcement des liens entre les institutions financières non bancaires opérant au niveau du dernier kilomètre et les institutions financières de plus grande taille opérant au niveau national. Les participants ont aussi mis en lumière la nécessité d'associer les institutions financières non bancaires aux stratégies de réaction dirigées par les pouvoirs publics face à la COVID-19 dans le secteur du financement rural et agricole, et d'apporter une réponse aux problèmes émergents de liquidité par l'intermédiaire des institutions financières publiques.

Harmonisation des investissements dans les chaînes de valeur et dans le système alimentaire

Malgré la limitation des déplacements résultant de la pandémie, plusieurs faits nouveaux extrêmement intéressants se sont produits, au cours du deuxième trimestre de 2020, dans l'axe de travail "Harmonisation des investissements". En Inde, le travail d'analyse relatif au prospectus d'investissement a débuté à la fin du mois de mai, en mettant l'accent sur la filière des millets. Diverses institutions locales appartenant aux secteurs public, privé, financier et du développement et possédant des compétences dans cette filière se sont associées au Comité de pilotage du projet pilote en Inde, qui s'est réuni au début du mois de juin pour une session de démarrage. En Colombie, des consultations ont réuni des partenaires locaux du SAFIN, le Ministère de l'agriculture et du développement rural et les membres de la section Amérique latine de la Food Action Alliance. Ces débats ont fait apparaître que les filières du cacao et des produits laitiers pourraient probablement constituer les points centraux d'un futur prospectus d'investissement.

Après la publication du prospectus d'investissement pour les filières du maïs, du soja et du manioc au Nigéria, une étude de faisabilité a été entreprise, à la fin du mois de mai, à propos des solutions permettant de fournir un appui financier et technique aux prestataires de services agricoles du pays. L'étude sera menée par la Lagos Business School avec le soutien d'AFEX Commodities Exchange, institution d'ancrage du SAFIN pour le projet pilote du Nigéria. Durant la manifestation de lancement virtuelle, qui a eu lieu à la mi-juin, les membres d'un groupe composé de divers partenaires locaux du SAFIN et de parties prenantes concernées ont partagé

leurs contributions et contacts à l'appui de l'étude de faisabilité et de l'élaboration de solutions. Un cabinet de consultants a également été sélectionné pour effectuer, à partir de la mi-juin, une analyse de détermination de la portée couvrant trois pays de la région du Sahel (Niger, Burkina Faso et Sénégal).

Les efforts déployés au début de l'année pour cartographier et systématiser le processus du prospectus d'investissement ont abouti à la publication d'un **guide pratique** concis que les partenaires du SAFIN et d'autres acteurs concernés peuvent utiliser pour la mise en œuvre du processus du prospectus d'investissement. Deux **notes succinctes sur l'investissement** pour la République dominicaine et le Nigéria ont également été publiées, respectivement en avril et en mai. La traduction en espagnol de la note succincte pour la République dominicaine sera publiée sur le site web du SAFIN.

Réponses de l'ensemble du réseau à la COVID-19

Tout au long de ce trimestre, les partenaires du SAFIN ont continué à élaborer et mettre en œuvre des réponses innovantes garantissant aux petits exploitants et aux PME agricoles un accès inclusif au financement durant cette crise mondiale. On trouvera ci-après quelques initiatives provenant de l'ensemble du réseau.

Recueil de données sur les lignes de front

• Le **Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres** a lancé une enquête bimensuelle sur les institutions de microfinancement afin de recueillir des données relatives à l'impact de la pandémie sur la demande, la liquidité et la solvabilité, aux mesures prises en réaction par ces institutions et aux effets des réponses contenues dans les politiques menées par les pouvoirs publics.

• Le **Centre du commerce international** a publié un rapport résumant les observations portant sur la manière dont la crise a affecté les petits agriculteurs et les communautés de producteurs, et sur les mesures pouvant être prises dans l'ensemble des filières pour répondre à cet impact.

• **L'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique** a réalisé une enquête visant à évaluer l'état de préparation et les réponses des institutions financières face à la pandémie dans cette région du monde.

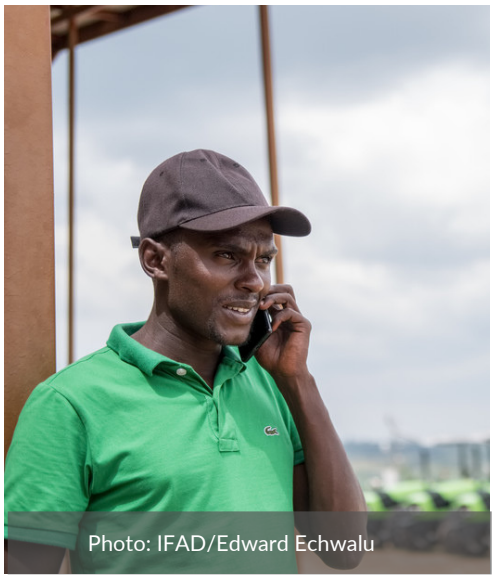


Photo: IFAD/Edward Echwalu

• **L'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable** a recueilli des données sur l'impact de la pandémie sur les petits agriculteurs et pêcheurs de la région, et sur les nouvelles initiatives prises par les organisations paysannes à l'appui de leurs membres.

• **AgriFin** a lancé une enquête pour évaluer la situation mondiale dans les domaines de l'agriculture et du financement agricole durant les premières phases de l'épidémie de la COVID-19.

Production de recommandations et de directives

• La **FAO** a créé une plateforme de savoirs réunissant des notes d'orientation sur les politiques, des alertes sur la politique alimentaire, un calendrier cultural et des bases de données actualisées quotidiennement concernant l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire dans l'ensemble du monde.

• **L'Organisation internationale du Travail** a publié une note sectorielle accompagnée de recommandations visant à garantir aux travailleurs agricoles des conditions de travail conformes aux normes internationales.

• **L'Alliance pour une révolution verte en Afrique** a publié une note d'information sur la COVID-19 et lancé le moniteur de la sécurité alimentaire, qui rassemble des informations sur les prix des produits alimentaires de base, les interventions des pouvoirs publics et les perspectives de la sécurité alimentaire en Afrique.

• **AgriFin** a publié, à l'intention des fournisseurs de financement agricole, un flash concernant l'appui aux stratégies à court terme et de relèvement et un flash sur l'avenir du financement agricole après la fin de l'actuelle crise mondiale.

• **Technoserve** a publié deux rapports recommandant une formation numérique et d'autres méthodes pour aider les entreprises des pays en développement à surmonter la pandémie.

Mobilisation de nouvelles ressources pour lutter contre la COVID 19

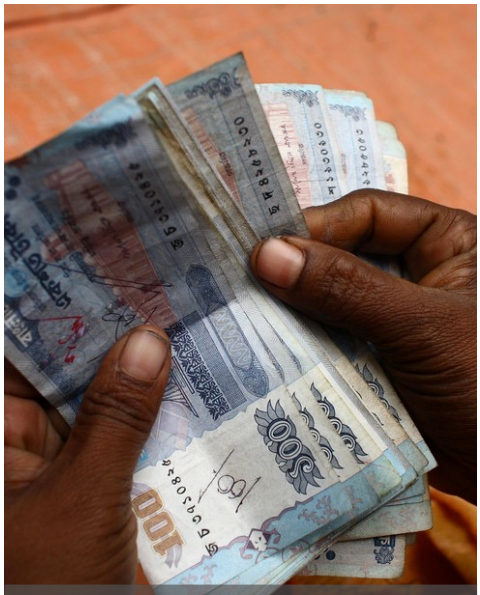


Photo: IFAD/G.M.B. Akash

• Le **Fonds international de développement agricole** a lancé le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres pour accélérer le relèvement des populations rurales pauvres en apportant un appui à la production, à l'accès au financement et aux marchés, à l'emploi et à la numérisation. Le Canada s'est engagé à verser six millions de dollars canadiens destinés au Mécanisme.

• La **Fondation Mastercard** a créé le Programme de rétablissement et de résilience du COVID-19, qui a pour objets d'étendre l'accès aux services financiers pour les micro-entreprises et petites entreprises, de permettre l'apprentissage en ligne et d'appuyer l'adoption de solutions numériques parmi les populations vulnérables à l'échelle mondiale.

• Le **Groupe de la Banque mondiale** a annoncé la création du Programme de financement et d'assurance contre le risque de catastrophe naturelle pour contribuer à transférer aux marchés de l'assurance et des capitaux les risques financiers liés aux catastrophes naturelles et en rapport avec la santé.isques financiers liés aux catastrophes naturelles et en rapport avec la santé.

Matière à réflexion

• **Le groupe ISF Advisors, le Laboratoire d'apprentissage RAF de la Fondation Mastercard et l'initiative Feed the Future** ont lancé une série de communiqués urgents dans lesquels ils entendent examiner de manière approfondie les conséquences de la crise actuelle sur les moyens d'existence, les échanges agricoles et la sécurité alimentaire des zones rurales.

• **Le Centre du commerce international** a créé un tableau de bord permettant de suivre les mesures commerciales prises en rapport avec la COVID-19 et offre un accès libre aux données sur les échanges afin d'aider les micro-entreprises et les petites entreprises ainsi que les responsables des politiques à prendre des décisions éclairées durant la crise du coronavirus.

• L'**AFEX** a publié un rapport décrivant l'impact de la COVID-19 sur le marché des denrées de base au Nigéria et les perspectives d'avenir pour le marché.

• L'**ALIDE** a mis en place une bibliothèque de ressources actualisée de manière périodique sur les réponses apportées à la COVID-19 par les banques de développement et les institutions financières internationales en Amérique latine et dans les Caraïbes.

• Le **Fonds international de développement agricole** a inauguré une série de conversations en direct "Les agriculteurs en première ligne" et créé une plateforme de savoirs exposant en détail comment la crise affecte, au plan mondial, les petits exploitants agricoles et la sécurité alimentaire.

Photo: IFAD/Santiago Albert Pons

• La **Société financière internationale** a accueilli un webinaire sur les réponses aux perturbations des chaînes d'approvisionnement agroalimentaire au Viet Nam et un webinaire sur la contribution des systèmes de paiement numérique à l'atténuation des perturbations en Éthiopie et au Kenya.

• **Oikocredit** a accueilli deux webinaires sur la construction de scénarios pour les institutions de microfinancement et sur les examens de sensibilité des flux monétaires pour les entreprises agroalimentaires pour leur permettre de mieux surmonter les impacts de la crise de la COVID-19.

• Le **Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire** a inauguré une série de Conversations sur la COVID décrivant comment les bénéficiaires des investissements s'adaptent aux perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, les opérations nationales et les ventes.

• La **GDPRD** a mis en place une banque de savoirs sur les réponses régionales et thématiques des membres donateurs quant à la crise de la COVID-19.

• Le **Forum mondial pour le conseil rural et le mouvement Jeunes professionnels pour le développement agricole** ont lancé un concours de récits sur la COVID-19 pour attirer davantage l'attention sur les solutions locales innovantes qui permettent au secteur agricole de fonctionner en situation de confinement total ou partiel.

• **Heifer International** a lancé la série de chats en direct #HeiferTogether pour mettre en évidence les effets de la COVID-19 sur le développement durable et sur l'agriculture, dans le cadre de la préparation à un monde post-pandémie.

Point de vue: "Le temps est venu de faire le bilan de l'expérience et de penser l'avenir de la finance rurale," déclare Gerhard Coetzee, Responsable de la valeur client au CGAP

Cette rubrique, consacrée aux nouveaux enjeux du financement des PME agricoles et des petits exploitants, expose le point de vue de praticiens et d'experts qui font autorité, qu'ils fassent ou non partie du réseau SAFIN. Dans cet entretien, Gerhard Coetzee, Responsable de la valeur client au Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres (CGAP), présente ses réflexions concernant l'évolution de la finance rurale et agricole et donne des éclairages sur la voie à suivre dans un monde post-COVID.

Photo: IFAD/Barbara Gravelli

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre rôle au CGAP?

J'ai rejoint le CGAP en novembre 2013, comme responsable de notre action axée sur les clients. Je dirige l'équipe responsable de la valeur client au CGAP, et notre travail couvre les segments de clientèle et les éclairages, la protection et la valeur, ainsi que les données factuelles et les renseignements. Je suis également responsable de la Gateway Academy, une plateforme d'apprentissage numérique. J'appuie l'unité de financement du développement à l'école de commerce de l'Université de Stellenbosch en tant que professeur extraordinaire. Avant le CGAP, j'étais responsable des services bancaires inclusifs à la Absa Bank (Afrique du Sud), responsable de sa proposition de services bancaires en ligne, fondateur et directeur du Centre pour les services bancaires inclusifs en Afrique, professeur d'économie agricole à l'Université de Pretoria, responsable technique et PDG d'une société de conseil (détenue par DAI). J'ai occupé plusieurs postes de direction à la Development Bank of Southern Africa. Mes domaines de spécialisation sont le financement du développement au sens large, l'inclusion financière et le financement rural et agricole.

Comment le programme de recherche du CGAP a-t-il évolué ces derniers temps, et sur quoi pensez-vous qu'il se concentrera dans un avenir proche?

Je peux distinguer trois phases dans l'action du CGAP. Celui-ci a débuté ses activités en 1995, en se concentrant sur le développement du secteur de la microfinance. Notre travail a apporté une contribution à tous les aspects susceptibles de favoriser l'accès aux services financiers par des institutions de microfinance et a porté sur la stratégie, la gouvernance, les modèles opérationnels et bien d'autres aspects. Dans le livre publié en 2005, intitulé "La finance pour tous", nous avons soulevé deux questions stratégiques essentielles: comment pouvons-nous réduire les coûts pour servir les clients pauvres, et comment pouvons-nous élargir notre champ d'action pour atteindre les exclus et les personnes vulnérables?

Dans la deuxième phase, nous avons orienté notre attention vers la technologie et les services financiers numériques spécifiques dans la recherche d'une solution à ces deux problèmes. Nous avons contribué aux travaux sur des modèles commerciaux innovants axés sur la finance numérique, sur la manière de créer une infrastructure financière numérique favorable, et sur les outils réglementaires nécessaires à un meilleur fonctionnement de la finance numérique. Nous nous sommes également concentrés sur la question de savoir pourquoi et comment les modèles commerciaux centrés sur le client peuvent jouer un rôle dans le processus d'ancrage des services financiers numériques dans des approches centrées sur le client. Nous nous sommes récemment demandé quelle direction prendre maintenant, ou en bref, quoi financer? Étant donné que nous avons constaté de nombreux progrès en matière d'accès aux services financiers au niveau international, le moment n'est-il pas venu de s'intéresser à nouveau à la raison de l'utilisation des services financiers?

Dans la phase actuelle, la troisième, nous poursuivons nos travaux sur les modèles opérationnels, l'infrastructure numérique, et les politiques et réglementations propices. Mais nous filtrons aussi notre travail en fonction de ce qu'il pourrait signifier pour le client. Nous estimons qu'il pourrait contribuer à trois domaines importants pour les pauvres, à savoir la génération de revenus, l'accès aux services essentiels et la protection des niveaux de vie. Nous avons pour objectif de trouver des moyens de contribuer à la capacité des pauvres de saisir les possibilités et de renforcer leur résilience, en utilisant et en mobilisant les services financiers.

La COVID-19 est-elle en train de changer les récits et les pratiques dans le domaine de la finance rurale? À quoi pouvons-nous nous attendre à mesure que la crise continue d'évoluer?

La crise a mis en pleine lumière la question de l'insécurité alimentaire, ce qui contribuera à la recherche d'une solution. La COVID-19 a jeté un éclairage sur les deux facettes de la sécurité alimentaire, la production d'aliments et la capacité de les obtenir. Sur le plan de la production, elle a mis en question la résilience du système alimentaire. D'aucuns affirment que nous disposons, au niveau mondial, d'un système alimentaire résilient et innovant. Au niveau des données désagrégées, pourtant, ce raisonnement manque de vigueur.

J'ai fait allusion à la situation en termes d'insécurité alimentaire dans le Sahel, et il en va de même là où les services de transport ont faibli, là où les fournitures d'intrants se sont interrompues, et spécialement là où la source de revenu des personnes s'est évaporée du jour au lendemain. Ces réalités doivent sous-tendre nos efforts consacrés aux ruraux les plus vulnérables, et je suis convaincu que c'est bien le cas.

Enfin, la COVID-19 n'est que l'un des nombreux problèmes auxquels sont confrontés les pauvres dans les zones rurales. Nous devons mobiliser l'attention pour aborder également ces autres défis, et notamment les criquets pèlerins, les changements climatiques et bien d'autres encore.

Gerhard Coetzee, Responsable de la valeur client au CGAP

Gerhard Coetzee dirige l'équipe responsable de la valeur client au CGAP, y compris les segments de clientèle et les éclairages, la protection et la valeur, et il est également responsable de la Gateway Academy, une plateforme d'apprentissage numérique. Il est professeur extraordinaire à l'école de commerce de l'Université de Stellenbosch. Avant de rejoindre le CGAP, M. Coetzee était à la tête des services bancaires inclusifs à la Absa Bank (Afrique du Sud), responsable de sa proposition de services bancaires en ligne.

Zoom sur un partenaire: Mario Ixcoy de la FEDECOCAGUA

Mario Ixcoy, Directeur financier, FEDECOCAGUA

Pouvez-vous nous parler de la FEDECOCAGUA et de son histoire?

L'acronyme FEDECOCAGUA, R.L. désigne la Fédération des coopératives agricoles de producteurs de café du Guatemala, fondée en 1969 par 19 coopératives de producteurs de café pour leur permettre d'exporter sans passer par des intermédiaires. Aujourd'hui, FEDECOCAGUA, R.L. regroupe 72 coopératives et collabore, au niveau national, avec 150 organisations représentant plus de 23 000 petits producteurs. Chacune des coopératives organise sa production et sa collecte, tandis que la fédération gère la transformation du café parche en café vert par voie sèche, et ensuite son exportation partout dans le monde.

Les opérations de FEDECOCAGUA, R.L. reposent sur des processus certifiés, et notamment FLOCert, normes standards Fairtrade, C.A.F.E. Practices (Pratiques équitables pour le café et ses producteurs) pour Starbucks, Rainforest Alliance, UTZ Certified, Nespresso AAA et pour la production de café biologique. Aujourd'hui, FEDECOCAGUA, R.L. et ses coopératives sont fières d'être le premier producteur-exportateur et le second exportateur de café du Guatemala.

Pouvez-vous nous parler de vous et de votre rôle au sein de la Fédération.

Je suis le Directeur financier de la FEDECOCAGUA, R.L. depuis 1999. J'ai pour mission d'obtenir et de gérer les fonds dont nos coopératives membres ont besoin pour toutes les activités de production du café. Les coopératives obtiennent difficilement du crédit, bien qu'elles en aient fortement besoin, et pas seulement au moment de la récolte mais tout au long de l'année.

En dehors de la période de la récolte, nos membres doivent investir dans les engrais, les fongicides ou l'infrastructure, et ont également besoin d'argent pour vivre. C'est seulement lorsque les coopératives livrent leur récolte qu'elles perçoivent leur revenu, et elles doivent survivre pendant une longue période avec cet unique paiement. FEDECOCAGUA, R.L. emprunte des fonds et consent des paiements anticipés aux coopératives pour leur permettre de financer leur cycle de production de café.

Comment les membres de la FEDECOCAGUA se sont-ils adaptés aux défis résultant de la crise de la COVID-19? Quelles innovations ont-elles vu le jour dans ce contexte au sein de la fédération?

FEDECOCAGUA, R.L. a utilisé ses ressources financières pour faire face à la situation et a recherché des alliances afin d'aider ses coopératives. Ainsi, la fédération a utilisé des fonds provenant de son projet "Feed the Future" financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international afin d'aider les coopératives d'une zone en particulier. L'impact de la COVID-19 sur l'organisation a été jusqu'ici assez faible, mises à part les mesures sanitaires accrues et quelques retards dans les livraisons, qui ont entraîné des retards de paiements. Outre les changements dans ce contexte, nous avons noté que la numérisation a progressé parmi nos membres, avec par exemple le télétravail et la participation à des formations virtuelles plutôt qu'en présentiel. Cette évolution est encore difficile, car peu de coopératives disposent d'un accès à l'internet.

> *Nous plaçons les producteurs au centre des débats concernant la finance agricole au sein du réseau SAFIN.*

Pourquoi la FEDECOCAGUA a-t-elle rejoint le réseau SAFIN?

Pour la FEDECOCAGUA R.L., le SAFIN présente un double intérêt: premièrement, nous souhaitons tirer parti de l'expérience d'autres parties prenantes pour nous informer des nouvelles tendances dans le secteur agroalimentaire ou d'autres expériences donnant à réfléchir. Et deuxièmement, nous voulons rester informés des possibilités de financement offertes à nos coopératives, étant donné que les taux d'intérêt au niveau local sont d'environ 10%. Trouver d'autres sources de financement permettrait à la fédération de rembourser plus tôt les petits producteurs.

Quelle est la contribution de la FEDECOCAGUA au réseau SAFIN?

La FEDECOCAGUA rappelle au réseau que la question du financement des petits exploitants et des PME agricoles concerne davantage les petits producteurs que les modèles financiers. Nous plaçons les producteurs au centre de ces débats.

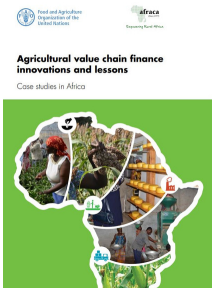
Dans le secteur du café, la charge du financement est supportée par les producteurs, qui financent la totalité du cycle agricole et ne sont payés que lorsque le café parvient au client. Il est important de rappeler cette vérité aux autres acteurs de la filière.

Nos lectures du moment

Consultez les dernières publications disponibles dans la bibliothèque de ressources

Nota de investigación: Impact of COVID-19 on Agriculture SMES

Dalberg | KfW



Agricultural value chain finance innovations and lessons

FAO | AFRACA

Unsung heroes: How small farmers cope with COVID-19

Le Centre du commerce international

Les événements à venir

Venez participer avec nous à ces prochains évènements et échanger vos connaissances avec nos partenaires

8-11 septembre

Sommet 2020 de la Révolution verte en Afrique

Kigali (Rwanda)

5-9 octobre 2020

Session plénière annuelle du SAFIN

En ligne

12-16 octobre 2020

47e réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Rome (Italie)

Notre action est possible grâce au généreux appui de nos donateurs.

AFD · Agenzia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo · IFAD · Foundation · USAID from the American People · Feed the Future

SAFIN

Hosted at IFAD
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy
safincoordinationteam@ifad.org
www.safinetwork.org

Le réseau de financement et d'investissement en faveur des petits exploitants et des PME agricoles (SAFIN) est un partenariat inclusif d'acteurs opérant à différents niveaux de l'écosystème d'investissement destiné aux petites et moyennes entreprises (PME) agricoles et rurales, qui met l'accent sur l'accès aux financements et aux services complémentaires.